



*Archives communales
de Ravigny*

*Inventaire des archives modernes
(Archives antérieures au 1^{er} janvier 1983)*



*Réalisé par Nadège Bossé-Ollivier, archiviste itinérante,
Centre de gestion de la Mayenne*

Février 2023

SOMMAIRE

<u>Introduction</u>	p. 4-9
<u>Série D : Administration générale de la commune</u>	p. 10-11
1 D : Conseil municipal	p. 10
2 D : Actes de l'administration municipale	p. 10
3 D : Administration de la commune	p. 10
4 D : Contentieux	p. 11
<u>Série E : État civil</u>	p. 12
1 E : Registres d'état civil	p.12
2 E : Tables décennales	p. 12
<u>Série F : Population – Économie sociale – Statistiques</u>	p. 13-15
1 F : Population	p. 13
3 F : Agriculture	p. 13-15
6 F : Mesures d'exception	p. 15
<u>Série G : Contributions – Administrations financières</u>	p. 16-17
1 G : Impôts directs	p. 16-17
Cadaastre révisé	
Cadaastre remembré	
Révision des évaluations cadastrales	
Taxes et impôts	
<u>Série H : Affaires militaires</u>	p. 18
1 H : Recrutement	p. 18
4 H : Mesures d'exception et faits de guerre	p. 18
Guerre 1914-1918	
Guerre 1939-1945	

<u>Série I : Police – Hygiène publique – Justice</u>	p. 19
1 I : Police locale	p. 19
2 I : Police générale	p. 19
5 I : Hygiène publique et salubrité	p. 19
<u>Série K : Élections – Personnel</u>	p. 20-22
1 K : Élections	p. 20-21
Élections politiques	
Élections socioprofessionnelles	
2 K : Personnel	p. 21-22
Gestion des carrières	
Salaires et indemnités	
Cotisations sociales	
<u>Série L : Finances de la commune</u>	p. 23-24
1 L : Comptabilité	p. 23-24
<u>Série M : Édifices communaux – Monuments et établissements publics</u>	p. 25-26
1 M : Édifices publics	p. 25
2 M : Édifices du culte	p. 25-26
Eglise	
Cimetière	
4 M : Édifices à usage d'établissement d'enseignement, de sciences et d'art	p. 26
<u>Série N : Biens communaux – Terres – Bois – Eaux</u>	p. 27
1 N : Biens communaux	p. 27
4 N : Propriétés et droits divers	p. 27
<u>Série O : Travaux publics – Voirie – Moyens de transport – Régime des eaux</u>	p. 28-30
1 O : Travaux publics et voirie en général	p. 28-29
Généralités	
Petite voirie	
Voirie urbaine	
Alimentation en eau potable	
Assainissement	

2 O : Moyens de transport et travaux divers	p. 29-30
Carrières	
Réseaux électriques et d'éclairage public	
Réseaux des télécommunications	
3 O : Navigation et régime des eaux	p. 30
<u>Série P : Cultes</u>	p. 31
1 P : Culte catholique	p. 31
<u>Série Q : Assistance et prévoyance</u>	p. 32
1 Q : Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence	p. 32
Administration	
<u>Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts</u>	p. 33
1 R : Instruction publique	p. 33
École publique	
2 R : Sciences, lettres et arts	p. 33
3 R : Sport et tourisme	p. 33
<u>Série T : Urbanisme</u>	p. 34-35
2 T : Urbanisme	p. 34
3 T : Constructions	p. 34-35
Lotissements communaux	
Lotissements privés	

Introduction de l'inventaire des archives modernes

➤ Historique

L'origine du nom de Ravigny vient de *Ravignei* mentionné au XI^{ème} siècle dans le cartulaire de Saint-Vincent, puis de *Ravigné* mentionné aux XIV^{ème} et XVI^{ème} siècles.

Le cartulaire de Saint-Vincent fait connaître un Giraud de Ravigny, témoin vers 1065 du don à l'abbaye de l'église de Saint-Longis. La seigneurie paroissiale semble avoir été attachée à la terre de la Bousselière en la Poôté, qui relevait, au moins partiellement, d'Averton.

Le château, devenu par la suite une maison de fermier, est situé près de l'église et conserve son cachet du XVI^{ème} siècle. Il dut être élégant et vaste quand il avait son porche traversant une aile du pignon Ouest. La porte s'ouvrant au haut d'un perron, sculptée d'accolade comme les fenêtres et d'écusson fruste, était surmontée d'un auvent. La tour découronnée loge un escalier aux marches massives en châtaignier. Les quatre fenêtres possèdent des meneaux croisés à moulures prismatiques, l'une solidement grillée. La plus belle cheminée se trouve dans une chambre du premier étage. Les caves, qui ont peut-être servi de sous-sols, sont très vastes, et le puits est un des plus remarquables de la région. Les douves ne sont conservées qu'à l'Ouest. C'est là que se trouvait le pont-levis. La fuie, dont la toiture seule a disparu, de 7 mètres de diamètre, compte 1 200 boulins. La chapelle de Saint-Hubert qui, d'après la fondation, devait être desservie au château, l'était en 1791 à la Bellière. Le temporel, qui comprenait la closerie de Champ-Hervé, fut vendu. Le château fut habité de 1550 au moins jusqu'à 1650. Un temps voué à disparaître, ce manoir fit finalement l'objet d'une procédure de classement par les Monuments Historiques qui aboutit le 20 mai 1975 à l'inscription à l'Inventaire supplémentaire. Les travaux d'aménagement sommaires amenèrent à la découverte d'une peinture murale sur la botte d'une cheminée de la grande salle du rez-de-chaussée.

La paroisse, anciennement de l'archidiaconé de Passais et du doyenné de la Roche-Mabile, de l'élection du Mans, du ressort judiciaire de Mayenne et du grenier à sel de Lassay, du district de Villaines et du canton de la Poôté en 1790, fut supprimée et réunie à Champfrémont en 1791, de la Mission de Sillé en 1797, puis érigée en succursale par décret du 5 nivôse an XIII. De nouveau annexée à Champfrémont en 1810, elle redevint finalement succursale par ordonnance du 16 mars 1820, de l'archiprêtre de Saint-Martin de Mayenne et du doyenné de Pré-en-Pail.

L'église, orientée un peu Sud-Est, dédiée à Saint-Julien, est relativement petite et sobre. Elle ne devait représenter primitivement qu'une petite chapelle, dont la nef avec la petite baie romane qui surmonte la porte et les assises en feuille de fougère de la cœlière Nord ont été conservées. La chapelle ouverte au Nord et éclairée par une petite fenêtre en arc brisé, à redans, date du XIII^{ème} ou du XIV^{ème} siècle. Il en est probablement de même de la chapelle méridionale et du chœur, presque aussi grand que la nef, qui avaient été construits pour agrandir l'édifice. La charpente supportant le clocher est apparente dans la nef. Ce procédé de construction original a été utilisé dans d'autres églises du secteur. Au cours de la guerre de cent ans, en 1444, le village fut incendié par la garnison anglaise de Fresnay-sur-Sarthe et l'église fut remaniée dans la seconde moitié du XV^{ème} siècle. On signalait en 1530 « l'autier Saint-Hubert, sis en la chapelle du seigneur en l'église ». Le 5 août 1724, Gilles de Pannard fonda en l'église deux messes par semaine. Le curé Jacques Bion, le maire Jean-Jacques Corbière et M. Alexandre de Vaucelles sont mentionnés sur une cloche datant de 1804. Le maître-autel et son retable ont été remplacés vers 1880 par un autel roman en pierre blanche et de bon style. Au-dessus, est peinte la scène de Saint-Julien faisant jaillir la source. Les autels anciens de la Sainte-Vierge et du Sacré-Cœur sont sans art. Le mobilier et les objets conservés restent modestes. Cela est probablement dû aux travaux du XIX^{ème} siècle et au réaménagement entrepris dans les années 1960. Dans le jardin, au Nord de l'église, une croix dressée sur une ancienne pierre tombale garde la mémoire du cimetière qui entourait l'église jusqu'en 1901, avant d'être transféré en 1902 sur la route de Saint-Denis-sur-Sarthon et d'être implanté sur son emplacement actuel en 1969.

Parmi les curés qui se succédèrent à Ravigny, nous trouvons Jacques-Alexandre Taphorel, vicaire à Pré-en-Pail, né à Ravigny en 1748 et installé le 1^{er} mai 1778. Ses supérieurs écrivaient de lui : « On ne sait comment il a été fait prêtre ; il a été libertin dans sa jeunesse ; il a de l'esprit pour bien

faire, s'il y est obligé ». Plus aimé de ses paroissiens, à cause de ses largesses, surtout durant l'hiver de 1789, que du seigneur qui l'avait surpris chassant sur ses terres et avait tiré sur lui deux coups de fusil, Jacques Taphorel fut élu premier maire de la commune en 1790, prêta avec enthousiasme le serment le 13 février 1791, et entraîna dans le schisme la paroisse où il resta jusqu'à la Terreur bien qu'on lui ait offert les cures de Pré-en-Pail et de Champfrémont. Il donna dans tous les excès et les extravagances révolutionnaires, entremêlant le chant du : « Ah ! ça ira » aux invocations des litanies de la Sainte-Vierge, lorsqu'il conduisait ses paroissiens en procession à Sainte-Anne de Champfrémont. Le cahier de doléances de 1789, rédigé par le notaire Cordier et le curé Taphorel et signé de quatorze noms est une violente diatribe contre le clergé, la noblesse et tout l'ancien régime.

Le département prétendit, par arrêté du 8 août 1792, réunir la paroisse à Champfrémont. Dans la nuit du 28 au 29 septembre 1793, Saint-Martin Rigaudière et Juliot Lérardière vinrent arrêter, à la tête de 80 hommes armés, le maire et tous les officiers municipaux. Ils les firent lier deux à deux, les conduisirent dans la prison de Lassay et les y retinrent pendant vingt-neuf jours, sans qu'ils n'aient jamais eu connaissance du motif de leur arrestation.

Les militaires et conscrits conduits d'Alençon à Mayenne désertaient souvent et se cachaient à Ravigny. On y ordonna donc des recherches le 20 juin 1799.

Le presbytère, assez pourvu, fut reconstruit en 1844 pour un montant de 5 000 francs.

Au moment de la séparation de l'église et de l'Etat, l'inventaire des biens du 12 mars 1906 n'eut pas lieu ce jour-là et se fit le vendredi suivant, après la démolition d'une porte par les gendarmes. Une souscription spontanée permit d'en refaire une neuve et d'exposer celle qui avait été mutilée dans l'église.

Au niveau de l'instruction, la fondation de Champfrémont en 1723 fut faite aussi en faveur des enfants de Ravigny. Construite entre 1852 et 1861, l'école de Ravigny fut reconstruite en 1884 pour un montant de 14 974 francs. L'école mixte était tenue par un instituteur laïque. En 1977, un regroupement pédagogique intercommunal fut créé avec les communes de Champfrémont et de Ravigny.

La superficie, cadastrée en 1838 par M. Poupinet, était de 653 hectares. On comptait 24 fermes en 1843. En 1696, on recensait à Ravigny 131 feux, 6 métairies et 10 bordages. On y cultivait du seigle et du froment mais les rendements étaient médiocres. En 1900, le village comptait 411 habitants, dont 9 agglomérés dans le bourg et le reste disséminé en 23 villages, fermes, closeries ou écarts.

La commune de Ravigny, comme l'ensemble des villes et villages de France, a payé un lourd tribut aux combats de la première guerre mondiale. Treize soldats, âgés de 21 à 41 ans, sont, en effet, morts sur le front entre septembre 1914 et juillet 1918. Cela représente un homme mobilisable sur quatre dans la commune, sans compter les blessés qui sont revenus mais sont restés marqués à vie par ces événements.

Pendant la seconde guerre mondiale, Roland Chauvel, franc-tireur né à Ravigny le 14 février 1922, a été arrêté le 23 septembre 1943 au cours d'une mission de liaison à Dijon alors qu'il rejoignait un groupe du « maquis Morane » dans le département de la Côte d'Or. Il a été détenu à Dijon jusqu'au 5 février 1944, date de son transfert à la prison de Fresnes. Jugé par le tribunal de la Seine, condamné à mort à une date non précisée pour un motif inconnu, il a été fusillé à Saint-Ouen (Seine) le 2 février 1944 par la Feld Kommandantur de Paris. Ses activités ont donné lieu à l'attribution du titre d'interné résistant par décision du ministre des anciens combattants et victimes de guerre du 1^{er} juin 1955, du certificat de validation des services, campagnes et blessures des déportés et internés de la Résistance pour son internement du 23 septembre 1943 au 2 février 1944, de la médaille de la Résistance française, à titre posthume, par décret du 2 avril 1959 et de la mention « Mort pour la France ».

En 1934, la distillerie Préaux s'implanta sur la commune. Elle poursuivra ses activités pendant près de soixante-dix ans.

Le 28 août 1949, une fête aérienne se déroula sur un terrain appartenant à M. Méry de Bellegarde à l'initiative du comité des fêtes de Ravigny. Environ 2000 personnes vinrent voir l'arrivée d'un stampe biplace piloté par M. Lecoq et d'un phalène quadriplace piloté par M. Noury. Un

« parachutage à retardement » fut exécuté par M. Volatier, parachutiste d'essais à Brétigny-sur-Orge. La vente d'insignes de l'aéro-club de la Mayenne rapporta 950 francs à la commune qui les versa comme secours aux sinistrés du Sud-Ouest.

➤ **Traitement du fonds d'archives communales**

Les archives communales sont l'ensemble des documents émanant de la vie municipale, qu'ils soient anciens ou récents et quel que soit leur support de conservation. Propriété de tous, ils sont placés sous la responsabilité du Maire qui en est le dépositaire et qui a pour mission d'en assurer la conservation.

Ainsi, dans le cadre de la protection du patrimoine écrit du département de la Mayenne, la commune de Ravigny a fait appel au service d'assistance à l'archivage du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Mayenne pour réaliser le tri, le classement et l'inventaire des archives communales sous le contrôle scientifique et technique des Archives départementales. Cette mission, d'une durée de 20 jours, s'est déroulée entre le 15 novembre 2022 et le 14 février 2023.

Le fonds d'archives de la commune de Ravigny retrace toute la vie de la commune et est une véritable source d'informations pour la municipalité comme pour les chercheurs. La plupart des documents sont tout à fait exploitables, tels que les registres de délibérations, les dossiers de permis de construire, les dossiers d'élections ou les dossiers de travaux.

Conformément à la loi du 15 juillet 2016 relative à la liberté de la création, l'architecture et le patrimoine, et pour des raisons de conservation et de mise à disposition du chercheur, les archives de plus de 50 ans ainsi que les registres d'état civil de plus de 120 ans auraient dû être déposés aux Archives départementales de la Mayenne pour être répertoriés au sein du E-Dépôt 138. Compte-tenu du degré de saturation des locaux des Archives départementales, ces archives sont restées en communes et ont été classées et inventoriées avec le reste des archives modernes.

Le classement de ce fonds d'archives d'un volume de 2,6 mètres linéaires a été réalisé en conformité avec la méthode archivistique française. Les archives modernes (antérieures au 1^{er} janvier 1983) ont été, pour leur part, classées et inventoriées selon un cadre de classement réglementaire datant de 1926. Ce cadre de classement est organisé en séries et sous-séries, qu'il convient d'énumérer :

- **Série A : Lois et actes du pouvoir central**
- **Série B : Actes de l'administration départementale**
- **Série C : Bibliothèque administrative**
- **Série D : Administration générale de la commune**
 - 1 D : Conseil municipal
 - 2 D : Actes de l'administration municipale
 - 3 D : Administration de la commune
 - 4 D : Contentieux
- **Série E : État civil**
- **Série F : Population – Économie sociale – Statistique**
 - 1 F : Population
 - 2 F : Commerce et industrie
 - 3 F : Agriculture
 - 4 F : Subsistances
 - 5 F : Statistique générale
 - 6 F : Mesures d'exception
 - 7 F : Travail

- **Série G : Contributions – Administrations financières**
 - 1 G : Impôts directs
 - 2 G : Impôts extraordinaires
 - 3 G : Rapports de la commune avec les diverses administrations au point de vue financier

- **Série H : Affaires militaires**
 - 1 H : Recrutement
 - 2 H : Administration militaire
 - 3 H : Garde nationale et sapeurs-pompiers
 - 4 H : Mesures d'exception et faits de guerre

- **Série I : Police – Hygiène publique – Justice**
 - 1 I : Police locale
 - 2 I : Police générale
 - 3 I : Justice
 - 4 I : Répression
 - 5 I : Hygiène publique et salubrité

- **Série K : Élections et Personnel**
 - 1 K : Élections
 - 2 K : Personnel municipal
 - 3 K : Protocole et distinctions honorifiques

- **Série L : Finances de la commune**
 - 1 L : Comptabilité
 - 2 L : Revenus et charges de la commune

- **Série M : Édifices communaux – Monuments et établissements publics**
 - 1 M : Édifices publics
 - 2 M : Édifices du culte et cimetières
 - 3 M : Édifices à usage de service d'assistance et de prévoyance
 - 4 M : Édifices à usage d'établissement d'enseignement, de science et d'art
 - 5 M : Édifices divers

- **Série N : Biens communaux – Terres – Bois – Eaux**
 - 1 N : Biens communaux
 - 2 N : Bois
 - 3 N : Eaux
 - 4 N : Propriétés et droits divers
 - 5 N : Biens nationaux

- **Série O : Travaux publics – Voirie – Moyens de transport – Régime des eaux**
 - 1 O : Travaux publics et voirie en général
 - 2 O : Moyens de transport et travaux divers
 - 3 O : Navigation et régime des eaux

- **Série P : Cultes**

- 1 P : Culte catholique
- 2 P : Culte protestant
- 3 P : Culte israélite
- 4 P : Cultes divers
- 5 P : Période révolutionnaire
- 6 P : Police des cultes

- **Série Q : Assistance et prévoyance**

- 1 Q : Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence
- 2 Q : Œuvres charitables
- 3 Q : Établissements hospitaliers, hospitalisation
- 4 Q : Institutions diverses
- 5 Q : Application des lois d'assistance et de prévoyance

- **Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts**

- 1 R : Instruction publique
- 2 R : Sciences, lettres et arts
- 3 R : Sport et tourisme

- **Série S : Pièces ne rentrant pas dans les séries précédentes**

- **Série T : Urbanisme**

- 1 T : Planification et aménagement foncier
- 2 T : Urbanisme
- 3 T : Constructions

La description des articles se fait sur le modèle suivant : cote, objet, action, typologie, dates extrêmes :

4 M 1 Ecole des filles, construction : plans. 1848-1852

- « 4 M 3 » : Cote (sous-série 4 M, 3^{ème} dossier) ;
- « Ecole des filles » : objet ;
- « Construction » : action ;
- « Plans » : typologie ;
- « 1848-1852 » : dates extrêmes du dossier.

➤ **Conservation du fonds d'archives communales**

C'est un aspect indispensable du travail de préservation du patrimoine écrit. Les archives modernes de Ravigny ont, par le passé, souffert des mauvaises conditions de conservation du fait de leur stockage dans le grenier de la mairie et dans un garage communal et présentent de nombreuses lacunes. C'est pourquoi, il convient de rester vigilant et d'éviter de stocker les archives dans les greniers et caves, à même le sol ou de les empiler les unes sur les autres. Il convient également d'éviter les problèmes d'humidité de même que les chocs thermiques liés aux différences de température entre l'été et l'hiver. Les documents de grand format, fragiles ou abîmés doivent être manipulés avec précaution et leur communication peut être limitée si nécessaire. Il est préférable d'utiliser la version numérique de ces documents si elle existe. La municipalité peut également envisager des campagnes de restauration des documents les plus abîmés en faisant appel à des restaurateurs professionnels dont les coordonnées pourront être communiquées par les Archives départementales de la Mayenne.

Le maire devra veiller à faire relier chez un relieur professionnel conformément à la réglementation en vigueur les tables décennales depuis 1803.

➤ Communication du fonds d'archives communales

La communication des documents relève de la responsabilité du maire en cas de non-respect des textes réglementaires et des modalités de mise à disposition des archives. Les délais de communicabilité des documents correspondent à la durée légale durant laquelle certaines archives ne peuvent en aucun cas être communiquées, sauf dérogation du Service interministériel des archives de France (SIAF) ou filiation avérée. La communication des archives est soumise aux textes réglementaires en vigueur, notamment :

- Code du patrimoine, livre II, titre 1^{er}, chapitre 3, articles L 213-1 à L 213-8 relatifs au régime de communication ;
 - Code des relations entre le public et l'administration, livre III relatif à l'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques.
- **Documents communicables sans aucun délai (régime de principe) :**
 - Délibérations du conseil municipal ;
 - Arrêtés du maire ;
 - Registre des actes de décès ;
 - Budgets et comptes ;
 - Matrices et plans cadastraux ;
 - Plan d'occupation des sols, Plan local d'urbanisme (publiés) ;
 - Permis de construire (dès la réception de la déclaration d'achèvement de travaux) ;
 - Listes électorales et procès-verbaux d'élections.
- **50 ans :**
 - Dossiers de personnel ;
 - Documents mettant en cause la vie privée des personnes, la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat ;
 - Documents portant un jugement de valeur ou une appréciation sur une personne physique ;
 - Protection et exploitation des mines.
- **75 ans :**
 - Registres des actes de mariage et de naissance ;
 - Affaires portées en justice (après clôture du dossier) ;
 - Actes notariés (dons, legs, acquisitions, ventes et échanges) ;
 - Dossiers d'enquêtes statistiques établis par les services publics.
- **100 ans :**
 - Les dossiers ayant reçu un délai de communicabilité de 75 ans et concernant une personne mineure voient leur délai de communicabilité porté à 100 ans ;
 - Dossiers d'agressions sexuelles ;
 - Dossiers relatifs à la sécurité des personnes.
- **120 ans :**
 - Dossiers médicaux ou documents contenant des renseignements individuels à caractère médical (délai porté à 25 ans à partir de la date de décès de la personne, si cette date est connue).
- **Incommunicable :**
 - Archives dont la divulgation pourrait permettre de concevoir, de fabriquer, d'utiliser ou de localiser des armes de destruction massives (nucléaires, biologiques, chimiques ou bactériologiques).

Dans tous les cas, les archives doivent être consultées sur place et sous surveillance. Le local archives ne doit être accessible qu'au maire et au personnel administratif de la mairie. La porte du local archives doit être, en permanence, fermée à clé. Il est vivement conseillé de tenir un registre ou un fichier de consultation, de manière à y inscrire l'identité de la personne qui consulte, l'intitulé et la cote du dossier consulté ainsi que la date de consultation.

Série D : Administration générale de la commune

1 D : Conseil municipal

1 D 1*-4*	Registres des délibérations du conseil municipal.		1889-1968
	1 D 1*	24 novembre 1889 – 18 mai 1909	
	1 D 2*	18 mai 1909 – 29 juillet 1929	
	1 D 3*	29 juillet 1929 – 28 mars 1953	
	1 D 4*	8 mai 1953 – 2 novembre 1968	
1 D 5-32	Extraits du registre des délibérations du conseil municipal.		1931-1982
	1 D 5	1931	1 D 19 1969
	1 D 6	1933	1 D 20 1970
	1 D 7	1937	1 D 21 1971
	1 D 8	1941	1 D 22 1972
	1 D 9	1942	1 D 23 1973
	1 D 10	1953	1 D 24 1974
	1 D 11	1959	1 D 25 1975
	1 D 12	1962	1 D 26 1976
	1 D 13	1963	1 D 27 1977
	1 D 14	1964	1 D 28 1978
	1 D 15	1965	1 D 29 1979
	1 D 16	1966	1 D 30 1980
	1 D 17	1967	1 D 31 1981
	1 D 18	1968	1 D 32 1982

2 D : Actes de l'administration municipale

2 D 1-10	Arrêtés du maire.		1946-1982
	2 D 1	1946	2 D 6 1972
	2 D 2	1951	2 D 7 1974
	2 D 3	1952	2 D 8 1975
	2 D 4	1962	2 D 9 1977
	2 D 5	1964	2 D 10 1982

3 D : Administration de la commune

3 D 1	Limites de la commune de Ravigny : procès-verbal de délimitation du territoire de la commune, procès-verbal de division en sections, procès-verbal de la délibération du conseil municipal concernant la division des sections en cantons, triages, lieux-dits et quartiers, croquis visuel des limites de la commune.	1834-1838
3 D 2	Archives communales : correspondance, questionnaire sur l'état de conservation et la composition des archives communales.	1935
3 D 3	Inventaire communal et enquête communale.	1952-1975
3 D 4	Plan départemental des fusions de communes et de coopération intercommunale établi en application de la Loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 : correspondance, arrêté préfectoral, délibération de la commune de Ravigny portant refus d'association avec la commune de Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne).	1972

4 D : Contentieux

4 D 1	Expertise des biens communaux : correspondance, marché.	1950
-------	---	------

Série E : État civil

1 E : Registres d'état civil

1 E 1*-21*	Registres d'état civil ¹ .	1873-1982
	1 E 1*	1873-1877
	1 E 2*	1878-1882
	1 E 3*	1883-1887
	1 E 4*	1888-1892
	1 E 5*	1893-1897
	1 E 6*	1898-1902
	1 E 7*	1903-1907
	1 E 8*	1908-1912
	1 E 9*	1913-1917
	1 E 10*	1918-1922
	1 E 11*	1923-1927
	1 E 12*	1928-1932
	1 E 13*	1933-1937
	1 E 14*	1938-1942
	1 E 15*	1943-1947
	1 E 16*	1948-1952
	1 E 17*	1953-1957
	1 E 18*	1958-1962
	1 E 19*	1963-1967
	1 E 20*	1968-1972
	1 E 21*	1973-1982
1 E 22	Vérification des registres d'état civil : état des contraventions dressé par le procureur de la République.	s.d.

2 E : Tables décennales

2 E 1-18	Tables décennales ² .	1803-1982
	2 E 1	1803-1813
	2 E 2	1813-1823
	2 E 3	1823-1833
	2 E 4	1833-1843
	2 E 5	1843-1853
	2 E 6	1853-1863
	2 E 7	1863-1873
	2 E 8	1873-1883
	2 E 9	1883-1893
	2 E 10	1893-1903
	2 E 11	1903-1912
	2 E 12	1913-1922
	2 E 13	1923-1932
	2 E 14	1933-1942
	2 E 15	1943-1952
	2 E 16	1953-1962
	2 E 17	1963-1972
	2 E 18	1973-1982

¹ Les registres d'état civil sont conservés dans une armoire forte située au niveau du secrétariat de mairie.

² Les tables décennales sont conservées dans une armoire forte située au niveau du secrétariat de mairie. Les tables décennales ne sont pas reliées.

Série F : Population – Économie sociale – Statistiques

1 F : Population

1 F 1-5 Recensement de la population : correspondance, délibération, 1954-1982
arrêtés du maire, attestations de présence des agents recenseurs
aux sessions de formation, bordereaux et fiche de district, feuilles
récapitulatives de la population, tableau récapitulatif, résultats,
statistiques, relevés des dépenses à rembourser à la commune.

1 F 1	1954
1 F 2	1962
1 F 3	1968
1 F 4	1975
1 F 5	1982

3 F : Agriculture

3 F 1 Destruction d'animaux nuisibles : arrêtés préfectoraux. 1955-1961

3 F 2-4 Réorganisation de la propriété foncière et remembrement de la commune de Ravigny. 1954-1969

3 F 2

Réorganisation de la propriété foncière de la commune de Ravigny : arrêté préfectoral (1954). Rénovation du cadastre de la commune : arrêté préfectoral (1959). Association foncière de remembrement : correspondance, arrêtés préfectoraux, convocation à une réunion de la commission de remembrement, état d'émargement des membres de la commission foncière de réorganisation foncière (1954-1969). Echange de terrains : correspondance, promesses d'échange, actes de cession de terrain, certificat du notaire (1955-1963). Projet : correspondance (1957-1958). Géomètre : correspondance, délibération, convention passée avec le géomètre, note d'honoraires (1961-1969). Travaux connexes au remembrement¹, dossier d'adjudication : modèles de soumission, tableaux des mouvements de terres et état récapitulatif, plan des travaux à exécuter, plans de la commune, profils en long et en travers des chemins à construire, devis descriptifs et estimatifs des travaux à exécuter, profils en travers type emprise de 7 mètres et emprise de 8 mètres, plans des chemins d'exploitation (1961) ; dossier de marché : correspondance, arrêté du maire, extraits du registre des délibérations du conseil municipal, extrait du registre des délibérations de l'Association foncière de remembrement (AFR), liste des propriétaires fonciers, cahier des charges, bordereau de prix, devis estimatifs, programme d'adjudication, procès-verbal d'adjudication des travaux, acte de soumission, ordre de service, procès-verbal de réception des travaux, factures, certificats de paiement, bordereaux de titre, décompte des travaux exécutés, état récapitulatif des dépenses (1956-1969). Dépôt du plan définitif de remembrement : arrêté préfectoral, avis aux propriétaires fonciers, certificat de dépôt, notifications du procès-verbal de remembrement (1959). Réclamations : correspondance, plan (1958-1959). Financement des travaux : dossier d'attribution de subvention, demandes d'aide financière de l'Etat pour les travaux exécutés par les particuliers, dossier de souscription d'emprunt (1954-1965).

3 F 3

Procès-verbal de remembrement de la commune de Ravigny (1959).

3 F 4

Registre de l'état de sections après remembrement de la commune de Ravigny (1959).

3 F 5 Rectificatif du procès-verbal de remembrement de la commune de Ravigny : acte rectificatif. 1982

¹ Construction de chemins, arrachage de haies et construction de clôtures.

3 F 6-8 Remembrement de la commune de Champfrémont avec extension sur la commune Ravigny. 1971-1972

3 F 6

Procès-verbal de remembrement de la commune de Champfrémont avec extension sur la commune de Ravigny (section ZE/ZH) (1971).

3 F 7

Registre de l'état de section après remembrement de la commune de Champfrémont avec extension sur la commune de Ravigny (1971).

3 F 8

Modification des limites intercommunales à la suite du remembrement de la commune de Champfrémont : correspondance, arrêté préfectoral (1972).

6 F : Mesures d'exception

6 F 1 Ravitaillement de la population : états nominatifs des fournisseurs de produits laitiers, quantités ramassées ou collectées, état de répartition des contingents de produits laitiers, bordereaux de livraison. 1944-1946

Série G : Contributions – Administrations financières

1 G : Impôts directs :

Cadastre révisé¹

1 G 1*	Registre des états de sections des propriétés non bâties.	1962
1 G 2*	Matrice cadastrale des propriétés bâties, cases n° 1 à 154.	1911-1961
1 G 3*	Matrice cadastrale des propriétés bâties et des propriétés non bâties.	1962-1975
1 G 4	Comptes supprimés.	1975-1979

Cadastre remembré

1 G 5*	Atlas du remembrement.	1959
	Plan d'ensemble	
	Section ZA	
	Section ZB	
	Section ZC	
	Section ZD	
	Section ZE	
	Section ZH	

Révision des évaluations cadastrales

1 G 6	Révision des évaluations cadastrales : liste des commissaires titulaires et des commissaires suppléants de la Commission communale des impôts directs (CCID), tableau des coefficients d'actualisation, tableau des coefficients d'adaptation.	1977-1982
-------	--	-----------

Taxes et impôts

1 G 7	Contribution foncière des propriétés bâties et taxe sur le revenu net des propriétés bâties, contribution foncière des propriétés non bâties. Contribution mobilière et taxe d'habitation. Taxe sur les chiens. Taxe pour frais de chambre des métiers. Taxe des prestations. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et taxe de déversement à l'égout. Taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets, taxe sur les domestiques, précepteurs, préceptrices et gouvernantes et taxe sur les instruments de musique à clavier. Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels. Contribution des patentes. Taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe d'enlèvement des ordures ménagères : copies de la matrice générale.	1942-1976
1 G 8	Fiscalité directe locale : renseignements extraits des rôles généraux des impôts directs locaux et des taxes annexes incorporées, états de notification des taux d'imposition.	1960-1982

¹ L'original du cadastre révisé de 1962 n'a pas été retrouvé.

1 G 9 Bénéfices forfaitaires de l'exploitation agricole : listes de 1976-1982
classement des exploitations de polyculture.

Série H : Affaires militaires

1 H : Recrutement

1 H 1 Recensement militaire : listes nominatives de recensement. 1963-1981

4 H : Mesures d'exception et faits de guerre

Guerre 1914-1918

4 H 1 Soldats morts pour la France : liste nominative des militaires morts au champ d'honneur, liste des citations militaires. 1914-1915

Guerre 1939-1945

4 H 2 Réquisitions allemandes : ordres de réquisition, états nominatifs des habitants de la commune qui ont droit au paiement des prestations fournies par suite de réquisition, bordereaux récapitulatifs, déclarations de dommages, procès-verbaux de déclaration. 1940-1946

4 H 3 Entretien des sépultures militaires allemandes : correspondance, schéma de localisation des tombes de soldats allemands, certificat de recherche, attestation d'exhumation de corps, état des sommes dues à la commune de Ravigny. 1945-1961

4 H 4 Dommages de guerre : correspondance, listes des sinistrés inscrits au programme départemental de reconstruction, décisions du délégué départemental du Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, bordereaux d'affichage des décisions de dommages de guerre. 1947-1959

Série I : Police – Hygiène publique – Justice

1 I : Police locale

- | | | |
|-------|--|-----------|
| 1 1 1 | Débites de boissons permanents : déclarations d'ouverture, de mutation ou de translation d'un débit de boissons à consommer sur place, récépissé de déclaration. | 1954-1969 |
| 1 1 2 | Permis de chasser : registre d'enregistrement, listes des demandes de permis de chasser, permis de chasse. | 1966-1980 |

2 I : Police générale

- | | | |
|-------|--|-----------|
| 2 1 1 | Associations dissoutes : correspondance, déclaration de société, récépissés de déclaration de création d'association, statuts, procès-verbal d'élection du bureau. | 1966-1982 |
|-------|--|-----------|

5 I : Hygiène publique et salubrité

- | | | |
|-------|---|-----------|
| 5 1 1 | Etablissements dangereux, incommodes ou insalubres : correspondance, arrêté préfectoral, déclaration d'établissement dangereux, incommode ou insalubre, plan, récépissé de déclaration. | 1972-1976 |
|-------|---|-----------|

Série K : Élections et Personnel

1 K : Élections

Élections politiques

1 K 1	Listes électorales.	1962-1982
1 K 2	Listes d'émargement.	1964-1982
1 K 3	Référendums : décret présidentiel, déclaration du Président de la République, liste des organisations politiques habilitées à participer à la campagne politique, listes des mandataires habilités à participer à la campagne électorale, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection (scrutins des 27 avril 1969 et 23 avril 1972).	1969-1972
1 K 4	Elections présidentielles : décrets présidentiels, listes des candidats, listes des mandataires départementaux, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection (scrutins des 5 et 19 décembre 1965, 1 ^{er} et 15 juin 1969, 5 et 19 mai 1974, 26 avril et 10 mai 1981).	1965-1981
1 K 5	Elections législatives : décrets présidentiels, décrets ministériels, arrêtés préfectoraux, listes des candidats, fiche de désignation d'un délégué de candidat, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, récépissés du procès-verbal des élections (scrutins des 5 mars 1967, 23 juin 1968, 4 mars 1973, 12 mars 1978 et 14 juin 1981).	1967-1981
1 K 6	Elections sénatoriales : arrêté préfectoral, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection (scrutins des 5 septembre 1965 et 1 ^{er} septembre 1974).	1965-1974
1 K 7	Elections cantonales : décrets ministériels, arrêtés préfectoraux, listes des candidats, fiche de désignation d'un délégué de candidat, télégrammes officiels, procès-verbal d'élection (scrutins des 8 mars 1970, 7 mars 1976, 14 et 21 mars 1982).	1970-1982
1 K 8	Elections municipales : correspondance, télégrammes officiels, procès-verbaux d'élection, états des suffrages obtenus pour chaque candidat, récépissés du procès-verbal des opérations électorales, extraits du procès-verbal des opérations électorales, procès-verbaux d'installation du conseil municipal et de l'élection du maire et des adjoints, tableaux du conseil municipal (scrutins des 1 ^{er} et 8 mai 1892, 3 et 10 mai 1896, 6 et 13 mai 1900, 3 et 10 mai 1908, 5 et 12 mai 1935, 29 avril et 13 mai 1945, 19 et 26 octobre 1947, 26 avril et 3 mai 1953, 8 et 15 mars 1959, 14 et 21 mars 1965, 14 et 21 mars 1971, 13 et 20 mars 1977).	1892-1977
1 K 9	Honorariat de maire : correspondance, arrêté préfectoral.	1977

Élections socioprofessionnelles

1 K 10	Elections des représentants à la chambre d'agriculture : arrêtés préfectoraux, délibération, listes des candidatures déclarées, listes électorales, procès-verbaux d'élection (scrutins des 3 mai 1970 et 1 ^{er} février 1976).	1970-1982
--------	--	-----------

1 K 11	Elections des représentants à la chambre des métiers : arrêtés préfectoraux, listes des candidatures déclarées, procès-verbaux constatant l'accomplissement des opérations de révision des listes électorales, listes électorales, résultats (scrutins des 20 janvier 1975, 23 novembre 1977 et 26 novembre 1980).	1975-1980
1 K 12	Elections des représentants à la chambre et au tribunal de commerce : arrêtés préfectoraux, liste des candidatures déclarées, listes électorales, listes des candidats élus (scrutins des 12 et 25 octobre 1976, 11 octobre 1978, 19 novembre 1979, 7 et 8 octobre 1980 et 13 octobre 1981).	1976-1981
1 K 13	Elections des représentants aux tribunaux paritaires des baux ruraux et à la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux : arrêtés préfectoraux, listes des candidatures déclarées, listes électorales, avis de dépôt des listes électorales révisées, procès-verbaux d'élection (scrutins des 17 novembre 1963, 10 novembre 1968, 18 novembre 1973 et 12 novembre 1978).	1963-1978
1 K 14	Elections des représentants à la Mutualité sociale agricole (MSA) : arrêtés préfectoraux, listes électorales et d'émargement (scrutins des 18 décembre 1949, 25 janvier 1953 et janvier 1959).	1949-1959
1 K 15	Elections des représentants aux organismes de la sécurité sociale : relevés nominatifs des salariés, relevés nominatifs des électeurs, procès-verbaux d'élection (scrutin du 17 novembre 1955).	1955
1 K 16	Elections des représentants au conseil des prud'hommes : listes des candidatures déclarées, déclarations nominatives des employeurs, déclarations nominatives des salariés (scrutins des 12 décembre 1979 et 8 décembre 1982).	1979-1982

2 K : Personnel

Gestion des carrières

2 K 1	Dossiers de carrière du personnel communal (classement alphabétique) : correspondance, demande de numéro national d'identité, bulletins Ircantec.	Dossiers clos pour 1982
2 K 2	Election des représentants du personnel communal à la commission intercommunale d'hygiène et de sécurité : extrait de la liste électorale (scrutin du 25 octobre 1979).	1979

Salaires et indemnités

2 K 3*	Registres des appointements et salaires.	1955-1977
2 K 4	Indemnité de gardiennage de l'église : correspondance.	1961

Cotisations sociales

2 K 5-25 Cotisations sociales (URSSAF, IRCANTEC) : bordereaux et 1961-1982
décomptes mensuels, états annuels, déclarations annuelles,
mandats de paiement.

2 K 5	1961	2 K 16	1973
2 K 6	1963	2 K 17	1974
2 K 7	1964	2 K 18	1975
2 K 8	1965	2 K 19	1976
2 K 9	1966	2 K 20	1977
2 K 10	1967	2 K 21	1978
2 K 11	1968	2 K 22	1979
2 K 12	1969	2 K 23	1980
2 K 13	1970	2 K 24	1981
2 K 14	1971	2 K 25	1982
2 K 15	1972		

Série L : Finances de la commune

1 L : Comptabilité¹

1 L 1-46 Budgets et comptes : budgets primitifs, budgets supplémentaires, comptes administratifs, délibérations du conseil municipal, fiches de situation financière, états de la valeur du centime communal à retenir pour l'établissement du budget primitif, états d'emploi des recettes extraordinaires grevées d'affectation spéciale, états des dépenses engagées non mandatées. 1929-1982

1 L 1	1929	1 L 24	1952
1 L 2	1930	1 L 25	1953
1 L 3	1931	1 L 26	1960
1 L 4	1932	1 L 27	1962
1 L 5	1933	1 L 28	1964
1 L 6	1934	1 L 29	1965
1 L 7	1935	1 L 30	1966
1 L 8	1936	1 L 31	1967
1 L 9	1937	1 L 32	1968
1 L 10	1938	1 L 33	1969
1 L 11	1939	1 L 34	1970
1 L 12	1940	1 L 35	1971
1 L 13	1941	1 L 36	1972
1 L 14	1942	1 L 37	1973
1 L 15	1943	1 L 38	1974
1 L 16	1944	1 L 39	1975
1 L 17	1945	1 L 40	1976
1 L 18	1946	1 L 41	1977
1 L 19	1947	1 L 42	1978
1 L 20	1948	1 L 43	1979
1 L 21	1949	1 L 44	1980
1 L 22	1950	1 L 45	1981
1 L 23	1951	1 L 46	1982

1 L 47*-52* Registres de comptabilité². 1955-1961

1 L 47*	1955-56	1 L 50*	1959
1 L 48*	1957	1 L 51*	1960
1 L 49*	1958	1 L 52*	1961

¹ Les budgets et comptes concernent la commune, le bureau de bienfaisance et le service vicinal.

² Les années 1962 à 1982 sont manquantes.

1 L 53-73	Bordereaux des titres de recettes et des mandats ³ .		1962-1982	
	1 L 53	1962	1 L 64	1973
	1 L 54	1963	1 L 65	1974
	1 L 55	1964	1 L 66	1975
	1 L 56	1965	1 L 67	1976
	1 L 57	1966	1 L 68	1977
	1 L 58	1967	1 L 69	1978
	1 L 59	1968	1 L 70	1979
	1 L 60	1969	1 L 71	1980
	1 L 61	1970	1 L 72	1981
	1 L 62	1971	1 L 73	1982
	1 L 63	1972		

³ Les bordereaux des titres de recettes et des mandats ont été conservés en l'absence des registres de comptabilité pour ces années-là.

Série M : Édifices communaux Monuments et établissements publics

1 M : Édifices publics

- | | | |
|-------|--|------|
| 1 M 1 | Aménagement d'une cantine-mairie, dossier de marché : correspondance, compte-rendu de réunion du conseil municipal, déclaration du candidat, accusé de réception de la notification de marché, plans, devis estimatif, factures, relevés de compte (1977-1978). Travaux divers : devis, demande d'abonnement à Electricité de France (EDF) (1977). Acquisition de matériel : accusés de réception de commande, bons de livraison, bordereaux de livraison, attestations de livraison, factures, relevés de compte (1977). Financement des travaux : fiche financière, dossier de demande de subvention, correspondance relative à la souscription d'un emprunt (1977). | 1977 |
|-------|--|------|

2 M : Édifices du culte

Église

- | | | |
|-------|--|-----------|
| 2 M 1 | Restauration de l'église et installation de l'éclairage public : correspondance, arrêté du maire, délibérations, procès-verbal de réception des travaux, cahier des charges de l'emprunt contracté, état des souscriptions volontaires recueillies, tableau d'amortissement de l'emprunt contracté auprès des particuliers, demande de règlement, demande d'acompte, mémoire définitif des travaux exécutés, certificat administratif. | 1960-1961 |
| 2 M 2 | Electrification des cloches de l'église : correspondance, devis, facture. | 1970-1971 |

Cimetière

- | | | |
|-------|---|-----------|
| 2 M 3 | Translation du cimetière, acquisition de terrain : correspondance, extrait du registre des arrêtés du préfet, procès-verbal descriptif et estimatif, plan des lieux, certificat de non-inscription, promesse de vente, traité passé entre la commune et le propriétaire foncier, acte d'acquisition (1894-1898). Elargissement du passage conduisant au nouveau cimetière et acquisition de la mitoyenneté d'une haie : correspondance, délibération, acte d'échange, actes d'acquisition (1899-1903). Construction d'un mur de clôture et d'un portail en fer, avant-projet : correspondance, rapport de présentation, estimation prévisionnelle des dépenses, plan, devis estimatif (1901-1902) ; dossier de marché : correspondance, procès-verbal d'adjudication des travaux, acte de soumission (1902). Erection d'un calvaire : correspondance, devis, schéma d'implantation (1902). Financement des travaux : correspondance, arrêté préfectoral, délibérations, contrat de prêt (1900-1902). Projet de tarif et de règlement du cimetière : correspondance, délibérations (1902). | 1894-1903 |
|-------|---|-----------|

- 2 M 4 Transfert du cimetière communal, acquisition de terrain : 1957-1969
correspondance, arrêté préfectoral, délibérations, plan, extrait
cadastral, attestation du maire, promesse d'échange, acte notarié
(1957-1969). Acquisition d'une croix : délibération (1969). Etude
géologique : correspondance, rapports géologiques, plan (1957-
1965). Dossier de marché : correspondance, délibération, devis,
marché de gré à gré, facture (1969). Réglementation des
inhumations : arrêté du maire (1969).

4 M : Edifices à usage d'établissement d'enseignement, de sciences et d'art

- 4 M 1 Construction d'une maison d'école primaire pour les deux sexes et 1852-1861
d'une mairie, acquisition de terrains : actes notariés (1852).
Travaux : devis, cahier des charges, plan, procès-verbal
d'adjudication des travaux, procès-verbal de réception des travaux,
décompte général des travaux exécutés (1853-1861).
- 4 M 2 Construction d'une classe, de préaux couverts, de lieux d'aisance, 1881-1893
d'un puits, d'une pompe, de murs de clôture, appropriation du
logement de l'instituteur et installation d'une mairie, projet :
correspondance, devis, plans (1881-1883). Travaux : devis, plans,
procès-verbal de réception des travaux, décompte des travaux
exécutés (1888-1889). Souscription d'un emprunt :
correspondance, modèle de délibération (1888-1893).

Série N : Biens communaux Terres – Bois – Eaux

1 N : Biens communaux

1 N 1	Ventes, acquisitions et échanges de biens ¹ : correspondance, arrêté du maire, délibérations, tableau estimatif des terrains communaux, promesse de cession, acte d'échange, actes notariés.	1883-1982
1 N 2	Location du presbytère : correspondance, délibérations, baux.	1907-1967

4 N : Propriétés et droits divers

Ancien cimetière communal²

4 N 1*	Registre d'enregistrement des concessions.	1922-1963
4 N 2	Actes de concession.	1902-1957

¹ Les actes de vente des parcelles de lotissement sont classés en série T.

² Cimetière utilisé jusqu'en 1968.

Série O : Travaux publics – Voirie Moyens de transport – Régime des eaux

1 O : Travaux publics et voirie en général¹

Généralités

1 O 1	Réforme de la voirie communale : correspondance, liste des chemins ruraux incorporés dans la catégorie des voies communales.	1959
1 O 2	Tableau de classement unique des voies communales, carte du réseau des voies communales.	1965
1 O 3	Statistiques de la voirie : états annuels.	1965-1967
1 O 4	Entretien de la voirie : correspondance, extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Ravigny, extrait du registre des délibérations du Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) de la région de Pré-en-Pail, convention passée entre la commune et le SIVM de la région de Pré-en-Pail, programmes de travaux, plan.	1967-1981
1 O 5	Alignements : correspondance, arrêté préfectoral, arrêté du maire, avis de l'ingénieur subdivisionnaire.	1968-1980
1 O 6	Réglementation de la circulation et panneaux de signalisation : correspondance, arrêté préfectoral, arrêtés du maire, délibération, rapport du subdivisionnaire, avis du directeur départemental de l'équipement.	1974-1982

Petite voirie

1 O 7	Recensement des chemins de la commune : arrêté préfectoral, tableaux des chemins ruraux de la commune, plans.	1840-1907
1 O 8	Construction, aménagement et entretien de chemins et voies communales : correspondance, arrêtés préfectoraux, extraits du registre des délibérations du conseil municipal, demande d'échange de chemins, liste des cessions gratuites de terrain, plan des lieux et métré, métrés et estimations, procès-verbal descriptif et estimatif, déclaration d'abandon du droit de préemption, état des sommes à verser à l'acquéreur, actes de cession amiable, note technique, plan général, profil en long, profil en travers type, profils en travers, état des types d'ouvrages d'art, épure du mouvement des terres, estimation prévisionnelle des travaux, avis du directeur départemental de l'équipement, bordereaux de prix, détails estimatifs, marché de gré à gré, procès-verbaux de réception des travaux, facture, certificat de paiement, dossier de souscription d'emprunt, liste des souscriptions individuelles recueillies.	1907-1981

¹ Les budgets et comptes du service vicinal sont répertoriés sous les cotes 1 L 1 à 46.

Voirie urbaine

1 O 9	Limites de l'agglomération : arrêtés du maire, délibération, avis du directeur départemental de l'équipement, rapport du subdivisionnaire.	1956-1977
1 O 10	Etablissement d'un aqueduc sous le CD n° 260 par un distillateur : arrêté préfectoral.	1957
1 O 11	Entretien des routes départementales situées sur le territoire communal : correspondance.	1978
1 O 12	Construction de bordures de trottoirs et de canalisations pour eaux pluviales le long du CD n° 245 et aménagement d'un parking devant le bâtiment de la cantine-mairie, marché de maîtrise d'œuvre : décision préfectorale, estimation prévisionnelle des travaux (1982). Dossier de consultation des entreprises et dossier d'appel d'offres : correspondance, cadre du détail estimatif, cadre du bordereau des prix, plan, tableau des offres présentées, rapport du subdivisionnaire (1982). Travaux : correspondance, délibérations, déclaration du candidat, acte d'engagement, accusés de réception d'une notification de marché, acte de cautionnement bancaire, cahier des clauses administratives particulières, cahier des clauses techniques particulières, bordereau des prix, détail estimatif, avis du directeur départemental de l'équipement, rapport du subdivisionnaire, ordres de service, procès-verbal de réception des travaux, fiche d'opération, fiche financière, factures, certificat de paiement, décompte définitif des travaux exécutés, bordereau des pièces de comptabilité (1978-1982). Financement des travaux : dossier de demande de subvention, dossier de souscription d'emprunt (1978-1979).	1978-1982

Alimentation en eau potable²

1 O 13	Distribution d'eau potable : règlement général du service des eaux, états des abonnements souscrits au service des eaux, facture de travaux.	1953-1959
--------	--	-----------

Assainissement

1 O 14	Contrôle des installations d'assainissement non collectif : avis de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS).	1981-1982
--------	--	-----------

2 O : Moyens de transport et travaux divers**Carrières**

2 O 1	Carrière du Perthuis-Gérard : arrêtés préfectoraux portant autorisation d'exploitation, arrêtés préfectoraux portant autorisation d'utilisation de produits explosifs, délibérations, demande de transfert d'autorisation d'exploitation.	1972-1982
-------	---	-----------

² La commune de Ravigny dépend du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) de Saint-Pierre-des-Nids.

Réseaux électriques et d'éclairage public

- 2 O 2 Travaux sur les réseaux de lignes électriques et d'éclairage public : correspondance, convention passée entre la commune et le Syndicat intercommunal d'électrification et de gaz de la région de Pré-en-Pail, mémoires descriptifs, notice explicative, états de renseignements techniques, plans, dessins des ouvrages, états de calculs justificatifs, extraits de la carte d'état-major, autorisations de construire, exposé du directeur départemental de l'équipement, avis des services de voirie, autorisations de mise sous tension des ouvrages électriques, exposés de conférence. 1966-1982
- 2 O 3 Entretien de l'éclairage public : plan. 1976

Réseaux des télécommunications

- 2 O 4 Implantation et exploitation d'une cabine téléphonique sur la voie publique : correspondance, convention passée avec l'administration des télécommunications. 1981

3 O : Navigation et régime des eaux

- 3 O 1 Remise en place de la poutre sur le pertuis de prise d'eau du Moulin de Vauguibert, requête des riverains : correspondance, arrêté préfectoral, copie d'un extrait du registre des arrêtés du préfet du département de la Mayenne en date du 20 décembre 1879. 1955-1957
- 3 O 2 Elargissement du pont situé sur le Sarthon au lieu-dit « Vauguibert » sur la VC n° 301, projet : correspondance, extrait du registre des délibérations du comité syndical du Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) de la région de Pré-en-Pail, notice explicative, plan de situation, plan des lieux, dessins de l'ouvrage actuel, dessins de l'ouvrage projeté, détail estimatif, avis du directeur départemental de l'équipement (1969-1970). Dossier d'adjudication : modèle de soumission, cahier des prescriptions spéciales, bordereau des prix d'approvisionnement, cadre du bordereau des prix, cadre du détail estimatif, détail estimatif chiffré, plan de situation, plan des lieux, dessins de l'ouvrage actuel, dessins de l'ouvrage projeté, coupe théorique longitudinale, dessin du garde-corps, notice explicative, tableau des offres présentées, avis du service des ponts et chaussées, avis d'adjudication des travaux (1970). Travaux : correspondance, arrêté du maire portant réglementation de la circulation pendant les travaux, devis, détail estimatif, feuilles d'attachement évaluatif, procès-verbaux de réception des travaux, certificats de paiement, décomptes des travaux exécutés (1970-1972). 1969-1972

Série P : Cultes

1 P : Culte catholique

- | | | |
|-------|--|-----------|
| 1 P 1 | Séparation de l'Eglise et de l'Etat : correspondance, décret présidentiel, extrait du registre des délibérations du conseil municipal, extraits du registre des arrêtés du président de la commission administrative du bureau de bienfaisance, extrait du registre des délibérations de la commission administrative du bureau de bienfaisance, circulaires préfectorales, tableau des fondations mises sous séquestre à la séparation, procès-verbal de concession de jouissance des biens mis sous séquestre, lettre de rappel. | 1906-1929 |
|-------|--|-----------|

Série Q : Assistance et prévoyance

1 Q : Bureau de bienfaisance, secours d'urgence¹

Administration

1 Q 1*	Registre des délibérations de la commission administrative du bureau de bienfaisance (23 juillet 1911 – 25 octobre 1942).	1911-1942
1 Q 2	Nomination des membres de la commission administrative du bureau d'aide sociale : correspondance, arrêtés préfectoraux.	1975-1982

¹ Les budgets et comptes du bureau d'aide sociale sont répertoriés sous les cotes 1 L 1 à 46.

Série R : Instruction publique – Sciences, lettres et arts

1 R : Instruction publique

École publique

- | | | |
|-------|--|-----------|
| 1 R 1 | Rétribution des instituteurs et institutrices : état annuel des contingents communaux définis pour la rétribution. | 1884 |
| 1 R 2 | Caisse départementale scolaire : correspondance, délibérations, circulaires préfectorales, plans d'équipement scolaire, devis, certificats administratifs fournissant l'énumération et le montant des dépenses effectuées, bilan annuel, bulletins de recette, factures. | 1952-1967 |
| 1 R 3 | Regroupement pédagogique intercommunal (RPI) Champfrémont/Ravigny ¹ : correspondance, délibérations de la commune de Champfrémont, délibération de la commune de Ravigny, résultats et rapport d'enquête sur le RPI. | 1976-1982 |

2 R : Sciences, lettres et arts

- | | | |
|-------|---|------|
| 2 R 1 | Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques : correspondance, arrêté du secrétaire d'Etat à la culture. | 1975 |
|-------|---|------|

3 R : Sport et tourisme

- | | | |
|-------|--|-----------|
| 3 R 1 | Courses cyclistes : arrêtés préfectoraux, arrêté du maire, avis de l'ingénieur de la Direction départementale de l'équipement (DDE). | 1972-1982 |
|-------|--|-----------|

¹ Le RPI Champfrémont/Ravigny a été créé en 1977.

Série T : Urbanisme

2 T : Urbanisme

2 T 1-23	Permis de construire : correspondance, arrêtés préfectoraux, arrêtés du maire, demandes de permis de construire, accusés de réception et notifications du délai d'instruction de la demande de permis de construire, déclarations d'ouverture de chantier, avis du maire sur la demande de permis de construire, avis de l'ingénieur subdivisionnaire, plans, photographies, extraits du plan cadastral, notices descriptives et estimatives, devis descriptifs, états récapitulatifs prévisionnels des travaux, demandes de certificat d'urbanisme, arrêtés d'alignement, permissions de voirie, demandes d'autorisation d'installer un dispositif d'assainissement individuel, attestations de conformité de l'assainissement individuel, déclarations d'achèvement de travaux, avis sur la délivrance du certificat de conformité, certificats de conformité.	1951-1982																																																
	<table border="0"> <tr><td>2 T 1</td><td>1951</td><td>2 T 13</td><td>1972</td></tr> <tr><td>2 T 2</td><td>1952</td><td>2 T 14</td><td>1973</td></tr> <tr><td>2 T 3</td><td>1954</td><td>2 T 15</td><td>1974</td></tr> <tr><td>2 T 4</td><td>1960</td><td>2 T 16</td><td>1975</td></tr> <tr><td>2 T 5</td><td>1962</td><td>2 T 17</td><td>1976</td></tr> <tr><td>2 T 6</td><td>1964</td><td>2 T 18</td><td>1977</td></tr> <tr><td>2 T 7</td><td>1965</td><td>2 T 19</td><td>1978</td></tr> <tr><td>2 T 8</td><td>1966</td><td>2 T 20</td><td>1979</td></tr> <tr><td>2 T 9</td><td>1967</td><td>2 T 21</td><td>1980</td></tr> <tr><td>2 T 10</td><td>1968</td><td>2 T 22</td><td>1981</td></tr> <tr><td>2 T 11</td><td>1969</td><td>2 T 23</td><td>1982</td></tr> <tr><td>2 T 12</td><td>1971</td><td></td><td></td></tr> </table>	2 T 1	1951	2 T 13	1972	2 T 2	1952	2 T 14	1973	2 T 3	1954	2 T 15	1974	2 T 4	1960	2 T 16	1975	2 T 5	1962	2 T 17	1976	2 T 6	1964	2 T 18	1977	2 T 7	1965	2 T 19	1978	2 T 8	1966	2 T 20	1979	2 T 9	1967	2 T 21	1980	2 T 10	1968	2 T 22	1981	2 T 11	1969	2 T 23	1982	2 T 12	1971			
2 T 1	1951	2 T 13	1972																																															
2 T 2	1952	2 T 14	1973																																															
2 T 3	1954	2 T 15	1974																																															
2 T 4	1960	2 T 16	1975																																															
2 T 5	1962	2 T 17	1976																																															
2 T 6	1964	2 T 18	1977																																															
2 T 7	1965	2 T 19	1978																																															
2 T 8	1966	2 T 20	1979																																															
2 T 9	1967	2 T 21	1980																																															
2 T 10	1968	2 T 22	1981																																															
2 T 11	1969	2 T 23	1982																																															
2 T 12	1971																																																	

2 T 24-26	Certificats d'urbanisme ¹ .	1980-1982						
	<table border="0"> <tr><td>2 T 24</td><td>1980</td></tr> <tr><td>2 T 25</td><td>1981</td></tr> <tr><td>2 T 26</td><td>1982</td></tr> </table>	2 T 24	1980	2 T 25	1981	2 T 26	1982	
2 T 24	1980							
2 T 25	1981							
2 T 26	1982							

3 T : Constructions

Lotissements communaux

3 T 1	Construction du lotissement situé sur la parcelle dite du « Navery », acquisition de terrain par la commune : délibération, arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, promesse de vente, plans, procès-verbal descriptif et estimatif, acte d'échange, acte notarié (1966-1969). Géomètre : correspondance, contrat du géomètre, état de frais et honoraires (1970). Création du lotissement : correspondance, cahier des charges, arrêté d'alignement (1969-1970).	1966-1970
3 T 2	Lotissement du Navery, vente de parcelles : actes notariés.	1974

¹ Seuls les certificats d'urbanisme valant division (article L 111.5 du Code de l'urbanisme) sont conservés (Cf. instruction DAF/DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009 et circulaire DGP/SIAF/2014/006 du 22 septembre 2014).

Lotissements privés

3 T 3	Construction du lotissement de M. Trocherie, projet : enquête (1975). Création : correspondance, arrêté préfectoral portant approbation du lotissement, notice explicative, plan de situation, plan projet, règlement, arrêté d'alignement (1977).	1975-1977
3 T 4	Construction du lotissement de M. Vignette, projet : enquête.	1976